

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL ADMINISTRATIF ET ECONOMIQUE

B — N° 63

11 septembre 2002

Sommaire

Arrêté ministériel du 21 août 2002 portant agrément de l'organisme de contrôle indépendant du label «Véi vum Séi – Regioun Naturpark Öewersauer»	page 970
Administration des Contributions – Examen de fin de stage dans la carrière du rédacteur – Examen de fin de stage et de promotion	970
Administration Gouvernementale – Nominations	970
Administration des Ponts et Chaussées – Examen de promotion	971
Centre Commun de la Sécurité Sociale – Vacance de poste	971
Conseil Supérieur des Assurances Sociales – Démission	971
Code Administratif – Mise à jour «2002-A», première mise à jour pour 2002 – Mise en vente . . .	971
Code de l'Environnement – Mise à jour «2002-A», première mise à jour pour 2002 – Mise en vente	971
Fonds National de Soutien à la Production Audiovisuelle – Bilan au 31 décembre 2001	972
Ministère de la Culture, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche – Conseiller adjoint au Gouvernement – Nomination	975
Police Grand-Ducale – Examen – Nominations	975
Procédure administrative non contentieuse – Première publication de la nouvelle collection – Les Guides Pratiques de la Législation – Mise en vente	976
Procédures Collectives – Nouveau Recueil de la Législation – Mise en vente	976
Santé – Art de guérir	976

Arrêté ministériel du 21 août 2002 portant agrément de l'organisme de contrôle indépendant du label «Véi vum Séi - Regioun Naturpark Öewersauer».

*Le Ministre de l'Agriculture,
de la Viticulture
et du Développement rural,*

Vu le règlement (CE) n° 1760/2000 du Parlement européen et du Conseil du 17 juillet 2000 établissant un système d'identification et d'enregistrement des bovins et concernant l'étiquetage de la viande bovine et des produits à base de viande bovine, et notamment son titre II;

Vu le règlement (CE) n° 1825/2000 de la Commission du 25 août 2000 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1760/2000 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'étiquetage de la viande bovine et des produits à base de viande bovine;

Vu le règlement grand-ducal du 5 février 2002 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1760/2000 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'étiquetage de la viande bovine et des produits à base de viande bovine;

Vu la demande d'agrément introduite par l'organisme certificateur «Promag»;

Arrête:

Art. 1^{er}. L'organisme certificateur «Promag» établi à B-6900 Marloie, rue du Carmel, 1, est agréé comme organisme de contrôle indépendant du label «Véi vum Séi - Regioun Naturpark Öewersauer».

Art. 2. L'agrément est valable jusqu'au 31 décembre 2005.

Art. 3. Le présent arrêté est transmis à l'intéressé pour lui servir de titre.

Art. 4. Le présent arrêté sera publié au Mémorial.

Luxembourg, le 21 août 2002.

*Le Ministre de l'Agriculture,
de la Viticulture
et du Développement rural,*
Fernand Boden

Administration des Contributions. – Examen de fin de stage dans la carrière du rédacteur. –
L'Administration des Contributions organisera au mois de décembre 2002 un examen de fin de stage dans la carrière du rédacteur.

Administration des Contributions. – Examen de fin de stage et de promotion. –

L'administration des Contributions organisera au cours de l'année 2003 des examens de fin de stage et de promotion dans les carrières et aux époques ci-après désignées:

Epoques	Carrières	Examens
Janvier 2003	Expéditionnaire administratif	Fin de stage
Février 2003	Rédacteur	Fin de stage
Mars 2003	Attaché d'administration	Fin de stage
Mai 2003	Rédacteur	Promotion
Juin 2003	Attaché d'administration	Fin de stage
Juillet 2003	Rédacteur	Fin de stage
Septembre 2003	Expéditionnaire administratif	Fin de stage
Octobre 2003	Concierge	Promotion
Octobre 2003	Expéditionnaire administratif	Promotion

Administration gouvernementale. – Nominations. – Par arrêté grand-ducal du 12 juillet 2002 Madame Monique JUNKER, attaché d'administration à l'administration gouvernementale, a été nommée attaché de gouvernement à la même administration avec effet au 1^{er} septembre 2002. Par arrêté grand-ducal du 14 juin 2002 Monsieur Alain BELLOT, conseiller de direction à l'administration gouvernementale, a été nommé conseiller de direction 1^{ère} classe à la même administration. Par arrêté grand-ducal du 12 juillet 2002 Monsieur Marc HOSTERT, conseiller de direction à l'administration gouvernementale, a été nommé conseiller de direction 1^{ère} classe à la même administration. Par arrêté grand-ducal du 12 juillet 2002 Monsieur Gilbert SCHMIT, conseiller de direction à l'administration gouvernementale, a été nommé conseiller de direction 1^{ère} classe à la même administration avec effet au 1^{er} octobre 2002. Par arrêté grand-ducal du 12 juillet 2002 Monsieur Guy BELLWALD, chef de bureau adjoint hors cadre à la Direction de l'Aviation Civile, a été nommé chef de bureau adjoint hors cadre à l'administration gouvernementale avec effet au 1^{er} septembre 2002. Par arrêté grand-ducal du 25 juillet 2002 Monsieur Romain JENN, chef de bureau adjoint à l'administration gouvernementale, a été nommé chef de bureau à la même administration avec effet au 1^{er} septembre 2002.

Administration des Ponts et Chaussées. – Examen de promotion. – Il est porté à la connaissance des intéressés que l'administration des Ponts et Chaussées envisage d'organiser pendant la première quinzaine du mois de mars 2003 un examen de promotion dans la carrière de l'artisan.

Centre commun de la sécurité sociale. – Vacances de poste. – Il est porté à la connaissance des intéressés qu'auprès du centre commun de la sécurité sociale deux postes sont vacants dans la carrière supérieure du chargé d'études informaticien. Un des postes sera pourvu d'un titulaire par voie de recrutement externe et l'autre par voie de recrutement interne.

Conseil supérieur des assurances sociales. – Démission. – Par arrêté grand-ducal du 25 juillet 2002, démission honorable de ses fonctions à partir du 1^{er} novembre 2002 a été accordée, sur sa demande, à Monsieur Richard Trausch, secrétaire-inspecteur principal 1^{er} en rang auprès du Conseil supérieur des assurances sociales.

«Code Administratif»: Mise à jour «2002-A», première mise à jour pour 2002. – Mise en vente. – Editée par le Service Central de Législation, la huitième mise à jour, «2002-A», du Code Administratif, la première pour l'année 2002, incluant les textes légaux et réglementaires jusqu'au 31 mars 2002, vient de paraître.

La mise à jour est commercialisée en librairie au prix de 12,00 euros.

«Code de l'Environnement»: – Mise à jour «2002-A», première mise à jour pour 2002. – Mise en vente. – Editée par le Service Central de Législation, la sixième mise à jour, «2002-A», du Code de l'Environnement, la première pour l'année 2002, incluant les textes légaux et réglementaires jusqu'au 28 février 2002, vient de paraître.

La mise à jour est commercialisée en librairie au prix de 5,00 euros.

FONDS NATIONAL DE SOUTIEN A LA PRODUCTION AUDIOVISUELLE, établissement public

Etats financiers au 31 décembre 2001 et rapport du Réviseur d'entreprises

BILAN AU 31 DECEMBRE 2001 (exprimé en francs luxembourgeois)

		31.12.2001	31.12.2001			31.12.2001	31.12.2000
ACTIF	Notes			PASSIF	Notes		
ACTIF IMMOBILISE	2.1			CAPITAUX PROPRES	2.3		
Immobilisations incorporelles		6.968.894	5.515.918	Résultats reportés		10.828.815	6.644.295
Immobilisations corporelles		<u>1.241.597</u>	<u>1.606.046</u>	Résultat de l'exercice		<u>887.002</u>	<u>4.184.520</u>
TOTAL ACTIF IMMOBILISE		<u>8.210.491</u>	<u>7.121.964</u>	TOTAL CAPITAUX PROPRES		<u>11.715.817</u>	<u>10.828.815</u>
				SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS	2.5	<u>8.210.491</u>	<u>7.121.964</u>
ACTIF CIRCULANT				PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	2.4	<u> </u>	<u> </u>
CREANCES	2.2						
Créances résultant de ventes et de prestations de services		101.871	—				
Aides financières sélectives à récupérer	2.6 et 3	—	—	DETTES			
Autres créances		<u>5.572.117</u>	<u>1.561.346</u>	Dettes sur achats et prestations de services		708.852	698.041
		<u>5.673.988</u>	<u>1.561.346</u>	Dettes fiscales et au titre de sécurité sociale		1.340.925	1.306.713
				Dettes relatives aux aides financières sélectives accordées	2.6	93.496.866	82.919.196
AVOIRS EN BANQUES ET ENCAISSE		<u>107.445.667</u>	<u>99.560.331</u>	Autres dettes		<u>3.786.024</u>	<u>887.495</u>
TOTAL ACTIF CIRCULANT		<u>113.119.655</u>	<u>101.121.677</u>	TOTAL AUTRES DETTES		<u>99.336.571</u>	<u>85.811.445</u>
COMPTE DE REGULARISATION		<u>138.642</u>	<u>145.014</u>	COMPTE DE REGULARISATION	2.5	<u>2.209.813</u>	<u>4.626.431</u>
TOTAL ACTIF		<u>121.468.788</u>	<u>108.388.655</u>	TOTAL PASSIF		<u>121.468.788</u>	<u>108.388.655</u>

Les notes font partie intégrante des états financiers

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 2001 (exprimé en francs luxembourgeois)

		<u>31.12.2001</u>	<u>31.12.2000</u>
	Notes		
RESULTAT BRUT	4	6.134.750	6.551.709
Rémunérations et charges sociales		-7.636.491	-4.379.800
Corrections de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles		-1.804.788	-688.432
Subventions d'investissements		-1.110.353	-1.619.512
Autres intérêts et produits assimilés		<u>5.303.884</u>	<u>4.320.555</u>
RESULTAT DE L'EXERCICE		<u>887.002</u>	<u>4.184.520</u>

ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2001 (exprimé en francs luxembourgeois)

NOTE 1 : GENERALITES

Le Fonds national de soutien à la production audiovisuelle (ci-après le « Fonds ») a été créé par la loi du 11 avril 1990. Son statut a été modifié par la loi du 24 décembre 1998. Il s'agit d'un établissement public doté de la personnalité juridique.

L'exercice social débute le 1er janvier et se clôture le 31 décembre de chaque année.

Le Fonds a pour mission de promouvoir la création cinématographique et audiovisuelle au Luxembourg et d'encourager la production, la coproduction et la distribution d'œuvres dans ce domaine.

Le siège social est établi à Luxembourg.

Pour mener à bien ses activités, le Fonds dispose notamment des ressources suivantes :

- des recettes pour prestations fournies ;
- une contribution financière annuelle provenant du budget des recettes et des dépenses de l'Etat et attribuée sur base du programme d'activités présenté par le Fonds ;
- des remboursements des aides financières sélectives ;
- des contributions financières provenant du budget des recettes & des dépenses d'Etat et réservées à l'exécution de projets déterminés ayant fait l'objet d'une convention préalable entre le gouvernement et le Fonds ;
- e dons et legs en espèces et en nature.

NOTE 2 : PRINCIPALES METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires luxembourgeoises, et aux pratiques comptables généralement admises.

2.1. Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont portées à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition.

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont amorties linéairement en fonction de leur durée estimée d'utilisation de :

Logiciel informatique :	25%
Matériel informatique :	25%
Mobilier :	10%
Matériel de bureau :	20% - 33%
Matériel d'exploitation :	25%

2.2. Créances

Ces postes sont inscrits au bilan à leur valeur nominale. Des corrections de valeur spécifiques sont opérées le cas échéant pour ramener les créances à leur valeur présumée de réalisation. Voir aussi la section 2.6. Aides financières sélectives.

2.3. Fonds propres

Les fonds excédentaires de l'exercice en cours sont reportés à l'exercice suivant.

NOTE 2 : PRINCIPALES METHODES COMPTABLES (Suite)

2.4. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges ont pour objet de couvrir des pertes ou dettes qui sont nettement circonscrites quant à leur nature mais qui, à la date de clôture du bilan, sont ou probables ou certaines mais indéterminées quant à leur montant ou quant à la date de leur survenance.

2.5. Contributions financières

Les contributions financières sont enregistrées comme produits en compte de profits et pertes quand elles sont reçues ou à recevoir sauf dans les cas suivants :

- Les contributions ayant comme but le financement de l'acquisition d'actifs immobilisés sont différées sous le poste « subventions d'investissements » au passif du bilan et amorties en compte de profits et pertes sur la durée de vie des immobilisations auxquelles elles se rapportent.
- Les contributions financières servant à financer des charges d'exploitation dans une période future sont différées sous le poste « Compte de régularisation » au passif du bilan et reconnues comme produits dans la période future au cours de laquelle elles vont servir à ce financement ;

2.6. Aides financières sélectives

Selon l'article 7 du règlement grand-ducal du 16 mars 1999 portant exécution de la loi modifiée du 11 avril 1990 portant création d'un Fonds national de soutien à la production audiovisuelle, les aides financières sélectives sont en principe intégralement remboursables, sauf décision contraire du Conseil d'administration du Fonds.

Sous la rubrique « Autres dettes » figure la valeur résiduelle à payer sur les aides financières sélectives pour lesquelles le Fonds national de soutien à la production audiovisuelle a pris un engagement d'intervention.

Avant le 1^{er} janvier 1999, les engagements du Fonds étaient actés en comptabilité au moment de la signature d'une convention. Les aides financières sélectives étaient enregistrées directement sous un compte de charges « Aides financières sélectives ».

A partir du 1^{er} janvier 1999, les engagements du Fonds sont actés en comptabilité dès la prise de décision par le Conseil d'administration. Les aides financières sélectives approuvées à partir du 1^{er} janvier 1999, et les versements effectués à partir du 1^{er} janvier 1999 relatives aux aides financières sélectives accordées avant le 1^{er} janvier 1999 sont enregistrées sous le poste « Autres créances – Aides financières sélectives ».

Au regard de l'expérience du passé quant au recouvrement de ces aides, et par principe de prudence, une provision pour risque de non recouvrement est enregistrée pour la totalité du montant se trouvant sous le poste « Autres créances – Aides financières sélectives ».

2.7. Conversion des comptes en devises étrangères

Les comptes du Fonds sont tenus en francs luxembourgeois (LUF) et les comptes annuels sont établis dans la même devise.

A la date de la clôture :

- les postes de l'actif exprimés dans une autre devise que les devises EURO-in sont valorisés individuellement au plus bas de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan ;
- les postes de passif exprimés dans une autre devise que les devises EURO-in sont valorisés individuellement au plus bas de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan.

Les produits et les charges en devises autre que le franc luxembourgeois sont convertis en francs luxembourgeois au cours de change en vigueur à la date des opérations. Ainsi seuls sont comptabilisés dans le compte de profits et pertes les bénéfices et pertes de change réalisés.

2.8. Impôts

Suivant l'article 19 de la loi du 24 décembre 1998, le Fonds est exempt de tous droits, taxes et impôts généralement quelconques au profit de l'Etat et des communes, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée. Toutefois, la taxe sur la valeur ajoutée en amont sur les opérations autres que celles relatives au circuit de distribution de cassettes vidéo « Films made in Luxembourg » n'est pas récupérable et est inscrite en compte de profits et pertes.

NOTE 3 : AIDES FINANCIERES SELECTIVES A RECUPERER

Au 31 décembre 2001 et 2000, le détail du poste « aides financières sélectives à récupérer » s'établit comme suit :

	<u>31.12.2001</u>	<u>31.12.2000</u>
Aides financières sélectives approuvées à partir du 1 ^{er} janvier 1999	227.518.494	135.228.196
Versements effectués à partir du 1 ^{er} janvier 1999 relatives aux aides financières sélectives accordées avant le 1 ^{er} janvier 1999	37.729.787	35.329.787
Reprises des engagements du Fonds	-4.110.766	
Remboursements des avances sur recettes	<u>-2.832.235</u>	<u></u>
	<u>258.305.280</u>	<u>170.557.983</u>
Provision pour risque de non recouvrement (en référence à la Section 2.6 Aides financières sélectives)	-258.305.280	-170.557.983
	<u></u>	<u></u>
Solde au 31 décembre 2001 et 2000	<u>0</u>	<u>0</u>

NOTE 4 : RESULTAT BRUT

Le résultat brut se décompose comme suit :

	<u>31.12.2001</u>	<u>31.12.2000</u>
Ressources d'exploitation	116.156.000	91.927.378
Aides financières sélectives	-92.269.670	-70.123.000
Subsides & aides diverses	-7.250.448	-829.170
Autres charges	-10.501.132	- 14.420.499
Résultat brut	<u>6.134.750</u>	<u>6.551.709</u>

Ministère de la Culture, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. – Conseiller adjoint au Gouvernement. – Nomination. – Par arrêté grand-ducal du 29 juillet 2002, Madame Marianne Backes, institutrice d'enseignement primaire, chargée de la direction du Projet European Navigator, a été nommée Conseiller de Gouvernement première classe.

Madame Backes a prêté serment le 31 juillet 2002.

Police Grand-Ducale. – Examen. – Il est porté à la connaissance des intéressés que la Police Grand-Ducale organisera un examen d'admission définitive à la carrière inférieure de l'expéditionnaire administratif qui aura lieu le 6 novembre 2002.

Police Grand-Ducale. – Nominations. – Par arrêté grand-ducal du 29 juillet 2002, Monsieur Guy Milbert, premier commissaire principal, a été nommé au grade de commissaire divisionnaire adjoint avec effet au 1^{er} août 2002.

Par arrêté grand-ducal du 29 juillet 2002, Monsieur Pascal Peters, commissaire principal, a été nommé au grade de premier commissaire principal avec effet au 1^{er} août 2002.

Par arrêté grand-ducal du 30 juillet 2002, Monsieur Marc Schmit, ingénieur technicien hors cadre, a été nommé au grade d'ingénieur technicien principal hors cadre avec effet au 1^{er} août 2002.

«Procédure administrative non contentieuse»: Première publication de la nouvelle collection «Les Guides Pratiques de la Législation». – La brochure *«La procédure administrative non contentieuse»* vient de paraître, qui inaugure la nouvelle collection *«Les Guides Pratiques de la Législation»*, éditée par le Service Central de Législation, et présente les textes légaux et réglementaires du domaine, ainsi que de nombreux commentaires et un choix de Jurisprudence en rapport.

Elle est commercialisée en librairie au prix de 10,00 euros.

«Procédures Collectives»: Nouveau Recueil de la Législation. – La brochure *«Procédures Collectives»* vient de paraître, dernier né de la collection *«Les Recueils de Législation»* éditée par le Service Central de Législation, et présente les textes coordonnés, un choix de Jurisprudence ainsi que des références doctrinales couvrant les domaines de la faillite, des sursis de paiement, du concordat préventif, de la gestion contrôlée et du surendettement.

Elle est commercialisée en librairie au prix de 7,50 euros.

Santé. – Art de guérir. – Par arrêté ministériel du 14 août 2002, Monsieur Patrick Tanson, né le 6 octobre 1977, a été autorisé à exercer la profession de médecin-dentiste au Luxembourg.
